

Nice, le 12 Août 2003

**INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA  
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

----

**SONITHERM  
Usine d'incinération d'ordures ménagères  
de Nice - l'Ariane**

**RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Généralités**

La SONITHERM, dont le siège social est situé au 33 boulevard de l'Ariane sur la commune de Nice, exploite à cette même adresse une usine d'incinération d'ordures ménagères depuis 1979. Fonctionnant d'abord avec trois fours de 12 t/h chacun, elle a été dotée en 1996 d'un quatrième four de 18 t/h.

Cette installation est autorisée au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement par arrêté préfectoral pris en date du 9 avril 1996 et par les arrêtés de prescriptions complémentaires du 6 février 1998 et du 5 juin 2002. Ces arrêtés intègrent, entre autres, les dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 25 janvier 1991 relatif aux incinérateurs d'ordures ménagères.

**Evolution des dispositions réglementaires**

En application de l'article L.512-5 du Titre 1<sup>er</sup>, Livre V du Code de l'Environnement, le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable (Direction de la prévention des pollutions et des risques) a pris en date du 20 septembre 2002 un arrêté ministériel relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

Ce texte remplace à l'horizon 2005, l'arrêté du 25 janvier 1991 relatif aux installations d'incinération de résidus urbains, ainsi que l'arrêté du 23 août 1989 relatif à l'incinération de déchets contaminés dans une usine d'incinération de résidus urbains.

Les dispositions de ce nouvel arrêté ministériel s'appliquent aux installations existantes à compter du **28 décembre 2005** et son article 34 prévoit la remise par l'exploitant d'une étude de mise en conformité des installations avant le **28 juin 2003**.

Compte tenu de ces évolutions réglementaires, la SONITHERM a été chargée, par arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires pris en date du 15 mai 2003, d'établir l'étude de mise en conformité de son usine, comprenant entre autres :

- La mise à jour de l'ensemble des pièces mentionnées aux articles 2 et 3 du décret 77.1133 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Une étude technico-économique sur les conditions de mise en conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002.

### **Documents remis par l'exploitant**

Conformément aux prescriptions préfectorales, le dossier d'étude de mise en conformité de l'UIOM de Nice - l'Ariane a été déposé en préfecture du département des Alpes Maritimes le 27 juin 2003.

Une réunion de présentation de cette étude à l'inspection des installations classées a eu lieu le 17 Juillet 2003 à la DRIRE. Des renseignements complémentaires ont été demandés, notamment en matière d'investissements prévisionnels nécessaires pour mener à terme cette opération de mise en conformité (voir tableau récapitulatif en annexe).

Le coût total a été estimé à environ 29 Millions d'euros, dont 25,63 Millions d'euros destinés au traitement des fumées. Les surcoûts d'exploitation ont été estimés à environ 8 euros par tonne, auxquels doit s'ajouter l'amortissement de l'investissement calculé sur 13 ans, soit 9,4 euros par tonne.

La SONITHERM a confirmé la réalisation de l'ensemble des travaux de mise en conformité de l'usine dans les délais fixés par l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002, soit avant le 28 décembre 2005.

A ce jour, le programme de travaux n'a pas pu être validé par le CANCA (autorité délégante) ; la SONITHERM évoque les délais trop courts accordés par l'arrêté préfectoral du 15 mai 2003, et par ailleurs, elle indique que la prochaine réunion du Conseil Communautaire n'est pas prévue avant septembre 2003.

Dans ces conditions, les consultations des entreprises n'ont pas pu être lancées et la mise à jour des articles 2 et 3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 n'a pas pu être élaborée. Cependant, la SONITHERM a remis un planning de réalisation de l'ensemble de l'opération (études, consultations, et travaux) qui conduit à proposer une solution définitive après passation des marchés, en **mai 2004** (ce planning est joint en annexe à ce rapport).

**CONCLUSION :**

Compte tenu de ces éléments et en application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, nous sollicitons l'avis des membres du Conseil Départemental d'Hygiène pour accorder le report de date au **28 Mai 2004** pour la remise du dossier d'actualisation des articles 2 et 3 du décret susvisé. Il est proposé en annexe un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires visant cette disposition.

L'Inspecteur des Installations Classées

A. THALMAN

Vu, adopté et transmis  
Pour le Directeur et par délégation,